

**PROGRAMME DE LA
JOURNÉE DES DOCTORANTES ET DOCTORANTS DU LEREPS
28 MAI 2021**

Lieu: salle MC 221 (capacité d'accueil: 70 personnes) à la Manufacture des tabacs 21, allée de Brienne (Toulouse).

Horaires:

- de 10h00 à 12h30 puis de 13h30 à 16h00
- accueil des participant.e.s à partir de 9h30

Format:

- 15 minutes de présentation + 5 minutes avec un.e discutant.e
- 10 minutes de questions générales avec l'ensemble des personnes présentes

Programme synthétique:

Horaires	Doctorant.e.s	Discutant.e.s	Sujets
De 10h à 10h30	Karen Delfau	Héloïse Valette	Egalité des sexes et inclusion sociale pour une meilleure gouvernance de l'eau dans le bassin du Mékong
De 10h40 à 11h10	Maxime Bouter	Nicola Gallai	Economie de l'environnement: politiques climatiques et conséquences sur les cycles économiques
De 11h20 à 11h50	Tiphaine Gautier	Gaël Plumecocq	La comptabilité environnementale comme outil de la transition écologique
De 12h00 à 12h30	Arnaud Bessagnet	Délio Lucena	Patterns du capital humain des startups numériques
PAUSE			
De 13h30 à 14h	Diana Mérino	Luis Orozco	Le passage de l'internationalisation à la mondialisation: quels effets pour le tissu industriel de la région Occitanie?
De 14h10 à 14h40	Charline Collard	Adrien Peneranda	La RSE des organisations
De 14h50 à 15h20	Hélène Cabanes	Geoffroy Labrousche	L'entreprise à mission

Programme détaillé des interventions :

Intervention n°1: Karen Delfau - Co-creating knowledge for water governance in the Mekong

Mots-clés: Water governance, knowledge co-creation, Mekong, Salween, gender, social inclusion, technology

Résumé:

The research explores mechanisms for knowledge co-creation for water governance within the Mekong and Salween River Basins. Building upon transdisciplinary theoretical frameworks, knowledge co-creation, when applied to complex ecological and political contexts, can be defined as an integrative process that allows for the broadening of understanding through their corporation of divergent knowledge systems, worldviews, and understandings. Knowledge Co-creation and co-production allow for a deeper collaborative approach beyond the principles underpinning the global model of 'Integrated Water Resources Management' of participation and inclusion.

Semi-structured interviews on global knowledge co-creation and water governance are underway to identify an evaluative framework, complemented by recent literature, focusing on actors operating at various governance scales in the Mekong and Salween River Basins. In Collaboration with local research partners in Thailand and Myanmar, this research initiative will provide resources for knowledge co-creation to be implemented at the local policy and community levels through the development of Mekong and Salween curricula.

Emerging insights demonstrate the distinction between knowledge co-creation as a process in and of itself and the use of that knowledge to allow for greater inclusion in decision-making. These two elements are usually combined to inform water governance. The separation allows for a potential power shift among knowledge contributors to allow for a more holistic understanding to develop.

In light of COVID-19 movement and travel restrictions, a separate but related initiative is exploring the role of (open source) digital solutions and technology to support knowledge co-creation, particularly for the purpose of connecting women through storytelling and knowledge-sharing. Initial findings indicate that the political turmoil in Myanmar and the restrictions on movement throughout Southeast Asia have facilitated greater use of technology for activist mobilization and addressing misinformation. This knowledge co-creation project is funded by a Rapid Research Grant (2020-21) from the Stockholm Environment Institute (SEI). The Women's technology platform co-design project is funded by the East-West Management Institute's Open Development Initiative.

Intervention n°2 : Maxime Bouter - The role of energy and climate policies for monetary policy design

Mots-clés: politique monétaire, politique climatique, macroéconomie dynamique, politique publique

Résumé:

La macro-économie s'est intéressée que tardivement aux liens qui pouvaient exister entre économie et climat. William Nordhaus, fait figure de précurseur : il est parmi les premiers à intégrer dans un modèle d'équilibre général, un module environnemental décrivant l'évolution du climat qui suppose une double causalité : d'une part l'activité économique génère une pollution, ou externalité négative qui va dégrader l'environnement, et d'autre part la dégradation du climat entraînera des dommages économiques. L'objectif principal de ces modèles est de calculer la trajectoire optimale du prix carbone, pour internaliser les conséquences négatives des émissions de GES. Plus récemment, d'autres auteurs se sont intéressés à l'évaluation des conséquences économiques des différents outils de politique climatique à la disposition du décideur public. La pollution va, dans ce cas-là, dépendre du cycle conjoncturel de l'économie. Les conséquences économiques de la politique climatique vont différer en fonction de l'instrument choisi (instrument prix ou instrument agissant sur les quantités). L'utilisation des modèles dynamiques de type RBC-DSGE permet alors de comparer ces instruments et de mesurer leurs effets. Le présent article contribue à ce nouveau champ de recherche. L'idée générale est de comparer d'un point de vue macroéconomique les conséquences

économiques de la mise en œuvre d'une taxe carbone par rapport à un marché de droits à polluer dans un contexte de concurrence imparfaite. A cette fin, le modèle développé reprend les caractéristiques usuelles des modèles NK DSGE utilisés par les banques centrales. L'originalité du modèle réside en deux points. Premier modèle NK DSGE à considérer deux sources d'énergie - émettrice de GES ou non - comme étant indispensables à la production, c'est en outre le premier modèle à intégrer une fonction de dommage liée aux émissions de GES dans la fonction d'utilité du ménage représentatif. Cette première hypothèse permet d'enrichir les modèles déjà existants. En effet, en désagrégant le facteur énergétique à l'aide d'une CES, on peut envisager que les énergies polluantes et non polluantes sont soit complémentaires, soit substituables, ce que ne permet pas les modèles où l'énergie est absente – généralement, dans ce cas, la pollution est proportionnelle au niveau de production, ou lorsque l'énergie est agrégée. La deuxième hypothèse permet de résoudre un modèle de Ramsey où la banque centrale agit comme un planificateur dont l'objectif est de minimiser les pertes de bien-être. Celui-ci va dépendre en plus de la consommation et de l'offre de travail, de la pollution liée à l'utilisation de l'énergie polluante. En présence de dommages, les coefficients optimisés de la règle de Taylor, dans un cadre « Timeless perspective » à la Woodford, diffèrent du calibrage habituellement utilisé. De plus, en limitant la volatilité des émissions de GES, un marché des droits à polluer permet d'atteindre un niveau d'utilité relativement plus élevé que dans le cas d'une taxe carbone.

Intervention n°3: Tiphaine Gautier - La gouvernance des ressources (agriculture, filières agroalimentaires, services écosystémiques, Communs)

Mots-clés: économie écologique, comptabilité environnementale, budget carbone, neutralité carbone, dette climatique.

Résumé:

La comptabilité environnementale, en particulier la méthode CARE (Richard 2012, Rambaud 2015, 2020) vise à rendre compte de l'impact social et environnemental des entreprises et constitue un champ nouveau pour la gestion des ressources naturelles et humaines en rendant l'entité qui les exploite responsable de leur dégradation. Aussi, si la comptabilité environnementale cherche à recenser l'ensemble des impacts de l'entreprise sur son environnement (au sens large), nous nous intéresserons principalement ici à la définition des enjeux sous-jacents à la constitution d'une dette climatique dans le modèle CARE. Nous tenterons pour cela de répondre à un certain nombre de questions : comment traiter de la dette climatique des entreprises dans une perspective individuelle et collective ? Quelle hypothèse de répartition des budgets retenir ? Comment chiffrer la dette climatique ? Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de passer d'abord par une approche mondiale des questions climatiques. En effet l'émission d'une tonne de CO₂ aura le même effet sur le climat, quelle qu'en soit l'origine. Ce constat implique une approche collective, définissant des objectifs « Topdown ». En d'autres termes, il est d'abord indispensable de connaître le budget carbone mondial avant de le désagréger à des niveaux infra (nationaux, sectoriels, individuels). La répartition de ces budgets carbone ne peut d'ailleurs pas se faire sans une réflexion autour de la responsabilité et des potentialités d'actions des acteurs (qu'il s'agisse d'États, de régions ou d'entreprises privées). Raisonner en termes de budget permet finalement de structurer une dette climatique et pousse à se pencher sur les coûts de préservation que cela implique. Nous nous attacherons donc dans cette communication à décrire les hypothèses retenues ou envisageables dans la constitution de budget carbone sur le plan macro-économique avant de nous pencher sur la construction de la dette climatique.

Intervention n°4: Arnaud Bessagnet - Fill the skill gap : human capital patterns of growth-driven digital startups - Analysis of the evolution of human capital in private-equity-backed software startups

Mots-clés: Fundraising, Digital Startups, Human Capital, Software, Firm Growth

Résumé:

How are the skills compositions of digital companies teams structuring in growth phases? We investigate these questions by tracking longitudinally, throughout(n =937)fundraising rounds carried out by (n = 434) cloud-based software firms, the entry and exit of all firms' headcounts under study(n = 57966), according to their human capital (i.e., skills and knowledge). Using very fine-grained data on human capital that we have clustered and aggregated at the company level, we find that fundraising events are both catalysts for headcounts turnover, but also triggers for skills transformations in organizations. This study adds a small but essential knowledge to the empirical literature studying entrepreneurial human capital in organizations. Indeed, no empirical study has longitudinally examined the structuring of all individuals in firms at a fine-grained enough to capture with precision the compositions and skill variations around fundraising events. Concretely, this research may help entrepreneurs decide which individuals they should hire or fire to reach their growth expectations. Last but not least, this work may also allow private equity investors (business angels and venture capitalists) to adapt their HR policy recommendations when helping the jockeys they choose.

Intervention n° 5: Diana Merino - Mondialisation et caractérisation d'un système productif régional: le cas de la région Occitanie

Mots-clés: mondialisation, transition écologique, virage numérique, industrie, politiques publiques.

Résumé:

L'objet de cette thèse - réalisée en convention Cifre entre le Lereps et l'Agence de développement économique de la Région Occitanie - est de comprendre les principales mutations qui s'opèrent en transformant les dynamiques industrielles en les projetant sur un espace régional, ici l'Occitanie. Puis d'en tirer un certain nombre de recommandations susceptibles de faire évoluer les politiques économiques et industrielles régionales.

Les mutations considérées concernent en premier lieu le passage de l'internationalisation à la mondialisation caractérisé par une forte intensification des flux de facteurs et la constitution de chaînes de valeurs globales. Deux autres mutations sont analysées opérant de manière synchrone : la transition écologique, laquelle impacte les modèles économiques des firmes industrielles ainsi que le virage numérique qui fait évoluer en profondeur l'organisation des processus industriels mais aussi les modes de coordination des activités entre unités de production dispersées dans l'espace.

Les trois mutations que nous analysons apparaissent largement enchevêtrées. Combinées, elles modifient en profondeur le tissu productif régional et en retour les politiques publiques qui cherchent à accompagner, voire à orienter ces mutations dans un sens favorable à sa résilience.

Deux domaines servent de base aux observations empiriques de la thèse : le secteur aéronautique et le secteur agricole et agro-alimentaire.

Notre thèse s'appuie sur une large revue de la littérature pour ce qui est de sa base conceptuelle.

L'analyse empirique est fondée sur des matériaux statistiques, des études et rapports ainsi que sur des entretiens avec des acteurs institutionnels et privés des deux secteurs analysés.

Autant que possible, notre thèse prendra en compte les effets de la crise sanitaire sur les structures productives et les trois mutations en cours mais aussi sur l'orientation des politiques publiques.

Intervention n° 6: Charline Collard - La responsabilité sociale et environnementale dans les organisations

Mots-clés: micro-RSE, sens au travail, calling, paradox, ethnographie

Résumé:

Les motivations morales telles que la recherche d'une vie utile sont l'un des plus puissants moteurs d'engagement dans la responsabilité sociale et environnementale des organisations (RSO). Rosso et al. (2010) précise que ce n'est pas parce qu'un travail est signifiant que la perception de sens par les acteurs réussira à être nourri dans le temps, pouvant mener à une perte de motivation. Il est donc primordial de comprendre l'effet du temps sur l'expérience vécue du sens au travail des acteurs engagés dans une mission de RSO afin de détecter les possibles éléments provoquant des pertes de sens et pouvant pousser à la résignation. Cette ethnographie de quatre au sein d'une entreprise

communautaire étudie les mécanismes psychologiques utilisés par ses acteurs dans leur quête de sens au travail au fil du temps , ainsi que les défis auxquels ils font face et comment cela les aide à construire une organisation de préfiguration d'un modèle économique nouveau responsable. Je réponds à ces questions en utilisant le cadre théorique de Rosso et al. (2010) sur les quatre cheminements psychologiques qui nourrissent la perception de sens au travail. Dans cette étude, je constate que les quatre voies sont suivies simultanément et que les divers vécus se construisent à partir d'une alternance de sens et perte de sens, tout ceci montrant une dynamique à la fois créatrice et responsable non seulement d'un travail individuel significatif mais de la mise en place d'une organisation socialement responsable. Cependant, je constate que le besoin d'auto-concordance reste frustré, révélant un paradoxe auquel ces acteurs sont confrontés dans leur quête de sens profond pouvant mettre en péril leur santé mentale. Mes conclusions contribuent aux littératures sur la micro-RSE, sur les processus de tension inhérents au phénomène de recherche de sens au travail et aux tendances addictives de la RSO.

Intervention n° 7: Hélène Cabanes - Une analyse de discours d'acteurs économiques sur l'entreprise à mission

Mots-clés: société à mission ; entreprises hybrides, champ organisationnel, isomorphisme institutionnel ; label *B-Corp*.

Résumé:

En mai 2019, la loi PACTE^[1] a redéfini le rôle de l'entreprise dans la Société^[2] française en modifiant l'article 1833 du Code civil (donnant définition de la société) et a introduit l'option d'entreprise à mission. Pour se prévaloir de cette option, une société doit indiquer dans ses statuts, trois exigences cumulatives^[3] : (1) se doter d'une raison d'être, (2) définir une mission déclinable en objectifs sociaux et environnementaux et (3) préciser les modalités de suivi et d'exécution de la mission.^[4]

L'objectif de cet article est d'identifier le rôle des chefs d'entreprise, des cabinets de conseils et des *think-tank* ainsi que les arguments développés dans l'émergence de cette option. Cette analyse sera outillée par un logiciel d'analyse textuelle.

Nos résultats montrent que ces acteurs cherchent à promouvoir une vision de l'entreprise (en particulier de la société capitaliste) via le développement du label *B-Corp* et de l'entreprise à mission. Selon eux, l'entreprise à mission peut faire des bénéfices et, simultanément, avoir un impact positif au niveau social et environnemental ; ouvrant ainsi la voie à une nouvelle ère du capitalisme, dit responsable.

[1] Loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) n°2019-486 du 22 mai 2019.

[2] Nous utilisons le mot Société avec une majuscule dès lors que nous faisons référence à la collectivité humaine et mettons une minuscule, quand nous traitons de la société commerciale.

[3] Cf. Article L210-10 du Code de commerce.

[4] « Un organe social, qualifié de comité de mission, est ainsi institué dans les statuts pour exercer le suivi de l'exécution de la mission. Il appartient aux statuts de préciser la composition, le fonctionnement et les moyens de cet organe social, qui doit être distinct des organes sociaux des sociétés prévus par le Code de commerce. » [Couret, Dondero, 2019]